

Presse, tempête et changements

**Suite de l'éditorial de la page 1** cure de jouvence. Un cahier du week-end lesté avec des espaces consacrés à l'histoire genevoise, aux bons plans du dimanche, aux grands courants qui traversent l'époque. En plus, la constitution d'un pôle de journalistes experts en santé produira une double page hebdomadaire sur des sujets qui préoccupent toutes les générations tandis que nous avons aussi créé un nouveau pôle chargé des enquêtes au long cours.

Voilà pour les nouveautés les plus palpables. Derrière tous ces changements s'en cachent d'autres, tout simplement essentiels mais qui demandent un peu de temps pour se déployer, trouver de nouveaux publics et porter de nouveaux revenus.

Car il ne suffit pas de décréter le changement. Au cours des mois qui nous séparent d'un automne douloureux où la *Tribune de Genève* a dû réduire ses effectifs, nous avons repensé notre offre pour qu'elle corresponde mieux aux besoins déclarés de nos lecteurs et nous

«L'objectif de notre réforme est relativement simple à formuler: passionner notre lectorat, tous supports confondus»

avons complètement revu l'organisation de notre rédaction dans le but d'affecter le maximum de nos forces à la création de contenus et de réduire les tâches de production du journal au minimum. Tout cela en développant nos moyens pour le digital et sans faire la moindre concession sur la qualité journalistique. A première vue, cela ressemble à la quadrature du cercle. Pourtant, après un travail de réflexion sans tabou qui a impliqué l'ensemble de la rédaction, nous avons trouvé des pistes prometteuses qui se concrétisent dès aujourd'hui. Nous travaillons désormais en digital d'abord («digital first»), c'est-à-dire que les journalistes, au lieu de se focaliser sur l'heure tardive du bouclage du journal qu'il faut «remplir», sont concentrés sur l'angle de sujets à injecter sur les plates-formes électroniques tout au long de la journée. Le fond prend davantage encore le pas sur la forme. La fabrication du journal à proprement parler est, elle, effectuée par une petite équipe de journalistes, parmi les meilleurs, qui retravaillent les contenus de leurs collègues, les adaptent et les mettent en valeur sur papier. Grâce à cette nouvelle organisation, nous avons pu dégager des forces pour développer davantage de contenus originaux et expérimenter de nouvelles approches sur le digital. Par exemple: formé en gestion de données à l'école de journalisme de Columbia, New York, notre responsable du «data journalism», un reporter-informaticien, explore avec ses collègues du secteur digital des terrains encore largement vierges à Genève. Nous avons aussi pleinement intégré les réseaux sociaux dans notre stratégie de diffusion d'informations à l'aide d'une équipe augmentée. Cela en partant d'une base solide, 200 000 «fans» rien que sur Facebook. Infographies animées, «long forms» et vidéos «maison» ou live, certains en 360 degrés, vont aussi se multiplier.

L'objectif de notre réforme est relativement simple à formuler: intéresser, que dis-je, passionner notre lectorat, tous supports

confondus. Etre pertinent, toujours, donner du sens à l'information, la contextualiser, révéler celle que l'on vous cache, approfondir celle qui compte, offrir en mode décodage celle qui vous permet de mieux vivre à Genève. Hiérarchiser l'actualité dans le flux d'informations chaotique où il est de plus en plus difficile de trouver son chemin.

Cette réorganisation en profondeur ainsi que les initiatives modernisantes visant à rester à la pointe d'une activité en plein bouleversement demandent un peu de temps pour porter leurs fruits. Le nouveau «business model» de la presse n'est pas mûr. Il ne tombera pas de l'arbre par miracle. Il convient d'aller le chercher, d'investir dans des expériences nouvelles, de se lancer avec un engagement au-dessus de tout soupçon doublé d'une énergie massive dans cette exploration à la fois grisante et éprouvante. L'enjeu est de taille: l'information de qualité est une nécessité absolue pour le bon fonctionnement de notre société. Il n'y a pas si longtemps, cette phrase pouvait sonner comme un slogan éculé. Les fourberies de Monsieur Trump, la circulation d'«informations alternatives», la profusion des théories de complots, les mensonges d'Etat ont redonné une actualité certaine à la nécessité d'informations vérifiées ainsi qu'à l'apport de médias professionnels afin d'assurer la qualité du débat public. Cela au moment même où en Suisse romande la disparition de *L'Hebdo*, aussi stupéfiante d'un côté qu'attendue de l'autre, donnait corps et tête au risque, à terme, d'un assèchement médiatique, donc démocratique.

Oui, la presse est aujourd'hui économiquement fragile. Chacun en a désormais conscience. Le débat sur une aide directe de l'Etat a pris de l'ampleur. La gauche pousse pour offrir sa planche de salut à la presse, la droite et les éditeurs privés se cabrent. L'injection d'argent public pourrait constituer un mortel poison, tuer le goût (et le besoin) d'innovation, lier les mains des privés alors qu'ils sont en quête d'un nouveau modèle. Le tout sur fond de confrontation avec la SSR.

Voilà pour le décor dans lequel se joue aujourd'hui l'avenir des médias en Suisse romande et ailleurs. La presse d'antan (*dit legacy media*) parviendra-t-elle à négocier le périlleux virage de la numérisation? Il n'y a pas de réponse objective. Elle tient de la conviction et le résultat dépendra du génie des acteurs. Ici, à la rue des Rois, nous y croyons! Et la rédaction de la *Tribune de Genève*, soutenue par l'ensemble des collaborateurs de Tamedia en lien avec notre titre, s'investira sans compter pour opérer avec succès cette transformation à la vitesse du boson de Higgs.

La navigation se fera forcément en mer agitée. Les grains seront aussi puissants qu'inévitables. Mais seul un bateau dont coque et grément sont sains et bien entretenus a une chance d'atteindre des zones où le vent souffle plus généreusement, plus régulièrement. Il faudra négocier finement cette transition gourmande en ressources.

Au final, c'est vous, chers lecteurs sur papier comme sur écrans, qui donnerez votre verdict. Vous êtes les juges de la qualité et de la valeur de nos contenus. Votre aide et vos commentaires sont à l'heure qu'il est plus précieux que tout lointain financement public. N'hésitez pas à partager vos besoins et vos critiques avec nous. Ce n'est qu'avec votre aide que notre production d'informations peut devenir toujours meilleure. Et que la presse pourra remplir pleinement son rôle dans une cité comme Genève.

Africa CEO Forum

Genève, capitale éphémère de l'Afrique

Le gratin des économies africaines se réunit à l'hôtel Intercontinental. Le canton peut à plusieurs titres prétendre à être un carrefour du continent noir

**L'essentiel**

- **Colloque** Plus d'un millier d'entrepreneurs, ministres et présidents sont réunis à Genève. La ville hôte n'a pas été choisie par hasard, bien au contraire.
- **Niche** De nombreuses sociétés suisses et genevoises participent à cette réunion de référence à travers le continent. Les enjeux sont à fort potentiel.
- **Macky Sall** Parmi les chefs d'Etat venus pour l'occasion, le président du Sénégal. Il se confie à la *Tribune de Genève*.

Richard Etienne

L'hôtel Intercontinental a été transformé pour l'occasion. Une immense tente est érigée au-dessus de sa piscine. A l'intérieur, un millier de directeurs d'entreprises, une quarantaine de ministres, des chefs d'Etat africains. Tous assistent à la cérémonie d'ouverture de l'Africa CEO Forum. Sur scène, la modératrice Lerato Mbele estime qu'il est «juste» que ce sommet se tienne à Genève.

Pourquoi pas en Afrique? Cette question est lancinante, sur les réseaux sociaux, en dehors, et même parmi les dirigeants. Beaucoup ne comprennent pas pourquoi le gratin des économies africaines ne se réunit pas sur ses terres. Au moins quatre grandes villes du continent étaient candidates pour recevoir ces élites les 20 et 21 mars. Mais Jeune Afrique – le groupe qui édite le magazine éponyme – a opté pour le bout du lac.

Echanges restreints

A priori, les liens avec Genève ne sont guère évidents. A peine 1,2% de la valeur des exportations cantonales se sont écoulées dans le continent noir l'an dernier, une part stable depuis une décennie. La cité y exporte moins que Bâle – d'où partent la plupart des médicaments helvétiques –, moins aussi que Zurich ou l'Argovie.

Genève y écoute surtout des montres (pour 115 millions de francs en 2016), quelques produits pharmaceutiques (79 millions), des machines (24 millions). Une goutte dans le Sahara: la Cité de Calvin a vendu pour 6,6 milliards de francs de pièces horlogères en Asie l'an dernier, soit soixante fois plus qu'en Afrique.

Les échanges avec la Suisse? Ils ne décollent pas non plus, malgré l'essor des économies africaines cette décennie. En France et en Angleterre, les liens sont proportionnellement plus intenses, en particulier dans leurs anciennes colonies.

A peine 1% des investissements directs suisses cibleraient le continent, selon l'organisation Swiss African Business Circle (SABC). La BNS évalue à 75 000 les effectifs de firmes helvétiques en Afrique, c'est 3,5% du personnel de sociétés suisses à l'international. Une centaine de groupes helvétiques s'y activeraient. Est-ce beaucoup? Ou peu?

«Difficile à dire, les données sont floues. C'est plutôt peu, mais on voit des évolutions. Il y a cinq ans, les Suisses investissaient dans une poignée de marchés en Afrique. Ils ciblent depuis plus de pays différents», indique Michael Rheinegger, directeur du SABC.

**Des entreprises aux Nations Unies** Pourquoi Genève alors? Parce que sur le front des services et des liens économiques indirects, la citéelle joue les premiers rôles. Il y a d'abord le négoce de ressources naturelles, ce secteur qui contribue pour un dixième du PIB genevois.



**Business** Le sommet genevois doit avant tout permettre à ses participants de nouer des relations d'affaires. Un langage que les Suisses comprennent bien. STEVE UNCKER-GOMEZ

Dans un continent réputé pour la richesse de son sous-sol, l'impact est forcément énorme (selon l'ONU, la moitié des pays africains puisaient plus de 80% de leurs revenus dans l'exportation de telles ressources en 2012).

Les matières premières négociées en Suisse – surtout à Genève – viennent d'abord d'Europe, mais l'Afrique est en deuxième position, selon une étude publiée ce mois. Les chiffres sont astronomiques: un quart du pétrole vendu entre 2011 et 2013 par les firmes pétrolières africaines a été acheté par des Suisses, selon une enquête de l'ONG Public Eye.

Au Nigeria, les Helvètes ont acheté pour 37 milliards de dollars de brut ces années-là, soit plus de 18% des recettes

publiques de la première économie africaine. En 2013, Glencore a acquis la totalité du pétrole vendu par N'Djamena pour un montant estimé à 16% des recettes publiques tchadiennes. En Angola, le Genevois Trafigura monopolise l'approvisionnement de carburants. De 2011 à 2013, les Suisses ont été les plus gros acquéreurs de pétrole étatique au Cameroun, au Gabon et en Guinée équatoriale.

Du café au cuivre et au fer, la Suisse domine le négoce d'autres ressources omniprésentes, et pas seulement en République démocratique du Congo.

La marchandise est-elle de qualité? Comment financer son transport? SGS, qui siège à la place des Alpes, est le leader mondial de l'inspection et de la certifica-

Finance et éthique

● Inoks Capital cible l'Afrique de l'Ouest et du Sud. Ce gestionnaire genevois de 25 employés a investi depuis 2006 près d'un milliard de dollars dans ces régions. «Nous ciblons les sociétés qui produisent, stockent, transforment une matière première pour le marché local ou pour l'export», indique Ivan Agabekov, son directeur financier. «Le potentiel est immense en Afrique, où tant de terres ne sont pas cultivées et où les rendements peuvent être améliorés tout en restant organiques.» Le groupe investit par le biais de fonds ouverts aux investisseurs institutionnels régis par des critères de durabilité pointus. «Mon métier consiste à repérer des sociétés à fort potentiel de croissance; l'Africa CEO Forum me permet de rencontrer ces partenaires», relève Ivan Agabekov. Un nombre croissant de concurrents indirects se trouvent dans le canton, ce qui fait de Genève un pôle de la finance durable. **R.ET.**

Eau, énergie et électricité

● En Suisse, le marché de l'hydroélectricité est saturé. En Afrique par contre, selon une récente étude, seulement 7% du potentiel hydroélectrique est exploité. Voilà pourquoi le groupe lausannois **BG Ingénieurs Conseils**, qui se spécialise dans la mise en place d'infrastructures, dont l'hydroélectricité, fonce. La société, qui emploie 80 personnes à Vernier, a construit des barrages et des systèmes d'adduction d'eau potable en Algérie et au Maroc. A l'hôtel Intercontinental, son directeur pour l'Afrique, Nicolas Grettenand, a pu établir de nouveaux contacts. «Nous discutons par exemple avec des collectivités de plusieurs pays en Afrique subsaharienne», se réjouit-il. L'hydroélectricité? La Suisse possède un autre atout: l'implication historique des communes dans le développement des centrales hydroélectriques. Un modèle à reprendre pour l'Afrique, selon Nicolas Semer. **R.ET.**

«Vous ne voyez que guerre, famine, sida!»

**Le président sénégalais, Macky Sall, est en visite à Genève. Ce mardi soir, il donne une conférence intitulée «Pour un nouveau regard sur l'Afrique»**

Andrés Allemand

A peine arrivé dans sa suite au dernier étage de l'hôtel Intercontinental, avec vue imprenable sur le Léman et la Cité de Calvin, le président sénégalais, Macky Sall, est assailli par une vague de visiteurs en ce lundi soir. On nous prévient: il n'aura que quinze minutes à nous accorder. Vingt maximum. Pourtant, c'est un chef d'Etat détendu qui répond aux questions, débordant largement l'horaire annoncé. Interview avant la conférence intitulée «Pour un nouveau regard sur l'Afrique», qu'il donnera ce mardi soir à 18 h 30 à Uni Dufour.

**Vous voulez un nouveau regard sur l'Afrique. En quoi votre vision est-elle faussée?**

L'Afrique est souvent racontée par les autres. On nous parle des coups d'Etat, des guerres, des famines, du sida... Mais jamais rien de positif n'est mentionné. Pourtant, ce continent, c'est 55 pays, un milliard d'habitants, une grande dynamique économique, une terre d'opportunités, d'investissements. Ce discours-là a besoin d'être construit, nous devons en être les messagers. Dans presque tous ces pays, des politiques de développement sont en marche!

**Justement, vous avez lancé le «Plan Sénégal émergent» en 2014. Qu'est-ce qui a changé concrètement?**

Par le passé, il y eut des plans pour lutter contre la pauvreté. Ce n'est pas assez ambitieux! Nous voulons développer notre pays, le faire émerger. Nous avons défini trois axes. D'abord, une transformation structurelle de notre économie. Par exemple, l'agriculture était restée traditionnelle, la production ne nous permettait pas d'atteindre l'autosuffisance. Nous investissons pour mécaniser l'agriculture et améliorer l'irrigation. En trois ans, certaines productions ont doublé. Et les oignons sont produits en suffisance.

Un autre front, c'est l'énergie. Autrefois, le manque d'électricité provoquait des émeutes. En trois ans, nous avons doublé la capacité. Il y a dix fois moins de coupures. A présent, nous devons maîtriser la qualité et baisser les coûts. Nous développons aussi les énergies renouvelables, qui constituent déjà 20% de notre consommation. Nous avons lancé un programme d'urgence pour fournir de l'élec-



**Pour Macky Sall, président du Sénégal, «l'Afrique, c'est aussi une grande dynamique économique, une terre d'opportunités!»** LAURENT GUIRAUD

tricité à 60% des populations rurales (environ 4000 villages) et créer 200 km de pistes et de routes, ce qui désenclavé les producteurs, leur permettant enfin d'accéder aux marchés et aux ports.

Enfin, troisième axe, nous devons améliorer la gouvernance économique et politique. Le taux de croissance est passé de 1,7% en 2012 (quand j'ai été élu à la présidence) à 6,7% en 2016. Et nous avons introduit des réformes pour renforcer l'Etat de droit...

**Pourtant, Amnesty International dénonce des violations de la liberté d'expression et de réunion!**

Ces critiques n'ont pas lieu d'être. En 2015, sur les 2131 manifestations qui nous ont été annoncées, nous en avons autorisé 2064. Dans à peine 3% des cas, nous avons jugé que la manifestation projetée – ou le parcours choisi – représentait un risque pour l'ordre public. Ceux qui ont bravé l'interdiction ont été stoppés. Ce serait le cas dans n'importe quel pays. Amnesty mentionne par ailleurs un cas de mort en détention. Un drame peut-être survenu, mais il y a une enquête. La justice fait son travail. Vous savez, il y a au Sénégal d'anciens policiers qui ont été emprisonnés. C'est un Etat de droit. Personne ne conteste que notre pays est une démocratie, pas même Amnesty. Les réformes constitutionnelles dont je parle ont limité à deux le nombre de mandats présidentiels et réduit leur durée de sept à cinq ans. Nous avons introduit un statut spécial pour le chef de l'opposition. Nous avons amélioré la protection des citoyens en leur facilitant le droit de recours. Cette réforme a été adoptée par 63% des voix lors d'un référendum!

**Le Sénégal ne fait pas partie du «G5 Sahels». Allez-vous participer à la force régionale contre le terrorisme?**

Les pays du G5 Sahel se sont regroupés en raison de leurs particularités (*ndlr: Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad*). Le Sénégal n'en est pas membre. Mais nous développons une politique commune en matière de lutte contre le terrorisme avec d'autres pays de la CEDEAO (*ndlr: Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest*). Par ailleurs, le Sénégal est très présent au Mali, pour ne citer qu'un exemple. C'est d'ailleurs le plus gros contingent de l'ONU dans ce pays.

**Conférence du président Macky Sall**

«Pour un nouveau regard sur l'Afrique» ce mardi 21 mars à 18 h 30 à Uni Dufour.

«Macky Sall n'est pas le président du dialogue»

● La visite du président sénégalais, Macky Sall, en Suisse est l'occasion pour ses opposants de la diaspora de rappeler à Genève qu'il n'est pas le chef d'Etat africain irrécusable qu'il veut paraître. Dans un courrier adressé au recteur de l'Université de Genève, un collectif de partis d'opposition dénonce «des violations des libertés, le népotisme, le clientélisme et une justice aux ordres».

«Il n'a pas réduit le mandat présidentiel comme il l'avait promis. Il interdit à l'opposition de manifester, alors que c'est un droit inscrit dans la Constitution. Et il fait condamner tous ceux qui pourraient lui faire concurrence politiquement.» Adiouma Diallo, représentant du Parti démocrate de l'ex-président Wade, estime que le prestigieux Prix Macky Sall pour le

dialogue en Afrique ne reflète pas la réalité de sa politique extérieure. «Il a engagé l'armée sénégalaise en Gambie sans l'aval de l'assemblée et a des rapports tendus avec la Mauritanie», précise-t-il. Enfin, il reproche au président en place d'être «l'homme des intérêts français», dont «le bilan de coopération est négatif depuis cinquante ans». **Olivier Bot**

